Le Bulletin de StreetNet Numéro 3 Avril 2003

Le Bulletin de StreetNet International, la fédéracion internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud. e-mail stnet@iafrica.com site internet: www.streetnet.org.za

Dans ce numéro:

- **Le premier Congrès International de StreetNet à Séoul, en Corée**
- **Conférence Internationale sur "L'organisation dans l'Economie Informelle: "Combinons nos efforts"**
- **Conférence Internationale sur "L'organisation dans l'Economie Informelle: Resolutions Principales (Extrait)**
- **Les vendeurs de rue haussent le ton au Forum Social Mondial**
  Par Arbind Singh, National Alliance of Street Vendors of India (NASVI)
- **Le Gouvernement Indien adopte la politique nationale pour les vendeurs de rue**
  Par Arbind Singh, NASVI
- **Besoin d'alliances entre les travailleurs municipaux et les vendeurs**
- **Forum Virtuel sur l'Economie Informelle**
  Par Guillermo Pèrez Herrera, Project sur l'économie informelle CIOSL/ORIT
- **L'OIT braque un project sur les organisations de vendeurs de rue**
- **Rencontre avec les vendeurs de rue à Mexico**
  Par Pat Horn Coordinatrice Internationale de StreetNet

Le premier Congrès International de StreetNet à Séoul, en Corée

Le 16 et 17 Mars 2004, s'était tenu le premier Congrès International de StreetNet à Séoul, en Corée, animé par la Fédération Nationale des Vendeurs de rue de Corée (NFSVK).

Les délégués venus, d'affiliés de StreetNet suivants ont participé à ce Congrès:

- ASSOTSI (*Associacao de Operadores e Trabalhdores de Sector Informal, Mocambique*)
- AZEIA (*Alliance of Zambian Informal Economy Associations*)
- CNTG (*Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée*)
- Eastern Cape Alliance of Street Vendors (South Africa)
- FEDEVAL (*Federacion Departamental de Vendedores Ambulantes de Lima y Callao, Peru*)
- Ghana StreetNet Alliance
- IBF (*Informal Business Forum, Gauteng, South Africa*)
- KASVIT (*Kisumu Alliance of Street Vendors and Informal Traders, Kenya*)
- NASVI (*National Alliance of Street Vendors of India)*
- NFSVK (*National Federation of Street Vendors of Korea*)
- SEWA (*Self-Employed Women's Association, India*)
- SEWU (*Self-Employed Women's Union, South Africa*)
- USYNVEPID (*Union Syndicale des Vendeurs, Vendeuses des Pièces Détachées et divers du Marché Dantokpa,* Cotonou, Bénin*)*

Suite aux problèmes de Visa, les délégués des deux organisations, Malawi Union for the Informal Sector (MUFIS) and SEU (Self- Employed Union, Bangladesh) n'avaient pas eu la chance de participer au Congrès.

A l' ouverture de la séance, le 16 Mars, Kim Heung-Hyun, Co-Président de NFSVK, a souhaité la bienvenue aux délégués et aux Invités. L'autre Co-Président de la NFSVK, Lee Pil-Du, n'était pas présent parce qu'il avait été arrêté le samedi précédent. On a essayé de le libérer à temps afin qu'il puisse participer au Congrès, mais l'opération n'était pas courronnée de succès.

Les differents messages de soutien issus de la TUC (Trade Union Congres) du Ghana, de la PSI (Public Service International), de la WIEGO (Women in Informal Employment: Globalising and Organising, de la IRENE (de Pays-Bas), de la Centrale des Syndicats de Secteurs Privés et Informels du Bénin (la CSPIB) étaient présentés par le Secrétaire intérimaire, Elvis Chisala et la Coordonnatrice Internationale.

L' allocution dominante était celle prononcée par le vénérable et Leader populaire, Baek Ki-Wan (de l' Institut de Recherche de l' Unification Coréenne) et les messages de solidarité et de bienvenue aux délégués étaient également présentés par la KCTU (Korean Confédération of Trade Unions), et la ligue pour la Solidarité du Peuple Corieénne et celle des Paysans Coréens.

Beaucoup de délégués avaient des problèmes pour obtenir des visas d'entrée en Corée à cause de l' attitude hostile des Ambassades Coréennes dans des differents pays. Plusieurs délégués étaient retardés et n'ont pas pu participer jusqu'au jour suivant. Bien que le quorum du Congrès était déjà atteint (plus de 50% + 1 de toutes les organizations-membres étaient déjà présentes et enregistrées); le congrès a ajusté le programme pour s'assurer le maximum possible de participation, constitué par les délégués en retard, y compris les sept délégués en provenance de l'Inde, étaient présents.

Lors de la première séance du Congrès, la Coordonnatrice a présenté le rapport couvrant les activités de l'Organisation depuis le lancement de StreetNet International en Novembre 2002.

Le rapport de l'audit financier pour l' exercice 2003 fût présenté par l'Administrateur International.

Commentant sur les rapports, l'Alliance StreetNet Ghana a rappelé à StreetNet d'avoir érigé son soutien organisationnel tout au long de la ligne qu'ils ont suivi au Kenya en fondation d'une alliance nationale de vendeurs de rue, et en Zambie pour la formation de l' AZIEA comme une Organisation Nationale.

La réponse donné par la Coordonnatrice en rapport sur les efforts apportés par les differents groupes ensemblés en Afrique du Sud, l'Alliance de vendeurs de rue de la Province de Cape-Est (Afrique du Sud) a rappelé toutes les organisations de vendeurs de rue Sud-Africaines au cours de la réunion, de dépasser leur différences et de s'unir au sein d'une Alliance Nationale de vendeurs de rue.

La FEDEVAL (Lima, Peru) a fait appel à StreetNet de mener beaucoup d'activités en Amérique Latine, spécialement en Argentine et dans la région des Andes. Et la FEDEVAL souhaite la bienvenue à la décision de la Coordonnatrice de travailler à partir de Lima en juillet et août 2004.

La NFSVK (Corée) rappelle StreetNet pour étendre plus d'activités dans les pays Asiatiques et demande à StreetNet à nouer beaucoup de contact dans les autres pays d'Asie, en vue de rendre possible cette expansion.

La NFSVK a aussi soulevé la question de la dépendance sur les bailleurs de fonds qui peut, à longterme, devenir un problème sérieux. La NFSVK propose que StreetNet établisse un réseau de distribution international pour le commerce entre les membres des organisations affiliées pour bâtir un soutien financier.

L'Alliance de StreetNet Ghana a suggeré que StreetNet adopte des politiques sur le HIV/SIDA et ses effets sur les vendeurs de rue, les pratiques du travail en relation avec les employés des vendeurs de rue et les solutions internationales sur le commerce mondial.

AZIEA (Zambie) a suggeré qu'un besoin d'exprimer des lacunes souvent visibles entre les dirigeants et les membres en programmant l'éducation et la formation des dirigeants, et que les structures regionales soient établies pour organiser les programmes des dirigeants.

La KASVIT (Kisumu, Kenya) a suggeré que StreetNet ne doit pas essayer d'être beaucoup plus ambitieux mais doit commencer un peu avec la gestion des petits projets qui peuvent être exécutés facilement, et ensuite s'étendre. Les deux organisations se sont mis d'accord de lutter et défendre les droits de vendeurs de rue serait la priorité.

La FEDEVAL (Peru) a souligné l'importance de travailler en coopération avec le mouvement syndical, en ordre avec le courant principal des travailleurs dans l'économie informelle et travailler contre l'exclusion et la marginalisation. Elle a dit en outre que les vendeurs de rue puissent faire face la marginalisation dans la compétition croissante des chaînes multinationales de supermarché, et que la coopération internationale est nécessaire pour faire face à ce problème.

Le Congrès a adopté des résolutions suivantes:

- pour le Développement de Politiques Promotionnelles en faveur des Vendeurs de Rue par les Etats Nationaux;
- pour la Promotion des Femmes Travailleuses informelles dans le Monde entier;
- pour notre Lutte Continuelle contre les Empechements et les repressions Gouvernementales;
- sur la vulnérabilité des Vendeurs de rue Etrangers et Migrateurs;
- sur le Travail Enfantil;
- sur la situation des Enfants de la Rue;

Ces résolutions étaient passées pour créer un sous-Comité pour la Collecte de Fonds et sur le reglément financier de StreetNet.

Les Elections

L'Agent chargé des élections, Sharith Bowmik de l'organisation WIEGO (Women in Informal Employment Globalising and Organising) a supervisé les elections de StreetNet et les personnes ci-dessous ont été titulariées aux postes suivants pour une période de trois ans a:

PRESIDENT: Kim Heung-Hyun de la NFSVK

VICE-PRESIDENT: Manali Shah de la NASVI

TRESORIER: Fundile Jalile de l'Alliance de Vendeurs de rue de Cape-Est

SECRETAIRE: Elvis Nkandu Chisala de l' AZIEA

Les Membres du Conseil International

1. Teresa Ak'ong de la KASVIT
2. Fatoumata Bah de la CNTG
3. Clarisse Gnahoui de la USYNVEPID
4. Gloria Solorzano Espinoza de la FEDEVAL
5. Lameck Kashiwa de l'AZIEA
6. Jacob W.K. OTUM de l'Alliance StreetNet Ghana
7. Arbind Singh de la NASVI
8. Manuel Sulca Escalante de la FEDEVAL

Suite à l'insuffisance des nominations des candidates et à l'exigence constitutionnelle de StreetNet, stipulant que 50% de membres du Conseil Internationaldevraient être femmes; ainsi, il y a trois postes vacantes qui doivent être occupées par des femmes.

La procédure pour accéder à ces postes sera discutée lors du premier réunion du Conseil International au mois de Mai 2004.

Le Dialogue de Politique

Il avait été décidé de se réunir pour un dialogue de politique entre les représentants du Gouvernement local et national, d'un côté et ceux de vendeurs de rue venus des differents pays de l'autre côté. Ceci en vue de tenter de promouvoir la Culture de dialogue et de négociation entre les vendeurs de rue Coréens et leurs autorités gouvernementales.

A présent, il y a une véritable relation frictionnelle entre eux. Il y a eu une longue lutte au sujet de la restauration de la rue Chonggye-Chong située au centre de Séoul; ce qui a nécessité l'évacuation d'une grande partie de vendeurs de rue, dont la plupart sont membres de la NFSVK.

La restauration est actuellement entrain d'avancer malgré la résistance de la NFSVK et ses membres. Mais le Conseil de la Ville de Séoul a provisoirement rendu disponible (dans la Ville) un petit stade pour eux jusqu'en 2005, site où les vendeurs sont entrain de vendre dans un marché en plein air.

Au lieu du Dialogue de Politique proposée, une autre sorte de discussion publique était tenue, au sein de laquelle les vendeurs de rue des differents pays ont relaté chaque le situation dans leur pays respectifs et ont dit quelles politiques et mesures ont été adoptées par leur autorités gouvernementales pour améliorer la situation de ceux qui gagnent leur vie en vendant sur la rue ou dans des marchés informels. Le dialogue était présidé par Sharith Bowmik (représentant de WIEGO) qui a participé au développement d'une politique nationale récemment adoptée sur les vendeurs de rue urbains en Inde. Il a en outre facilité le dialogue entre les vendeurs de rue et les autorités locales dans

quelques villes de l'Inde. Les idées sur la situation Coréenne étaient présentées par Ho Young-go (KCTU), Shim Jae-Ok (membre d'Assemblée du Cité de Séoul), Choi In-Gee (NFSVK) et Ryu Jung-soon (Korean Research & Consulting Institute on Poverty).

Extraits de quelques résolutions adoptées

Sur les vendeurs de rue Etrangers et Migrateurs: StreetNet décide de:

1. s'opposer contre la xénophobie et décourager les organisations-membres qui adoptent les politiques xénophobes ou les pratiques relatives au clivage nationaux et étrangers venus d'autres pays;
2. encourage les vendeurs de marché informel, les vendeurs de rue et les marchands des différents pays à développer des termes et conditions convenables pour un commerce entre eux pour leur propre avantage;
3. participer à la Conférence Internationale du Travail de l'OIT en juin 2004 en vue de prendre part au Comité sur le Travail Migrateur avec objectif de gagner la reconnaissance en termes de Conclusions au sujet de la situation et problèmes rencontrés par les vendeurs de rue étrangers, les vendeurs de marché informel et les marchands en particulier.

Sur le Travail Enfantil:

1. StreetNet soutient la Convention 138 de l' OIT et la recommandation 146 de 1973 sur l'âge minimum, et la Convention 190 de 1999 sur Les Pires Formes de Travail Enfantil;
2. soutient les droits de tous les enfants à aller à l'Ecole et encourage les vendeurs et les marchands de s'assurer que leur enfants ont terminé le parcours scolaire;
3. soutient la promotion et l'exercice de droits égaux pour les enfants filles, et de lutter contre n'importe quelle forme de discrimination contre l'enfant fille;
4. de travailler pour accroître les revenus pour les vendeurs de rue adultes comme les meilleurs moyens d'éliminer le besoin pourles enfants de travailler pour augmenter les revenus des membres de la famille de l'adulte;
5. promouvoir l'établissement des centres de soins de l 'enfant sécurisants et abordables pour la période pré-scolaire des enfants de vendeurs de rue et fermés de leur site de travail, fonctionnant à des heures appropriées pour eux. Le centre doit être où c'est possible, tel que les centres de soins pour enfants devraient intégralement avoir de rapport avec le plan de la ville ou du marché.

Sur les Tracasseries et la repression gouvernementales: StreetNet décide:

1. de lutter sans relâche pour initier les campagnes internationales contre toutes formes de tracasserie du vendeur de rue dans le monde entier;
2. de faire pression sur les autorités gouvernementales locales et nationales pour engager un dialogue social avec les vendeurs de rue et leurs organisations et élire les représentants en ordre pour éviter l'approche de la tracasserie ou de s'engager dans une repression.

Conférence Internationale sur Organisation dans l'Economie Informelle: "Combinons nos efforts"

Quarante cinq organisations qui organisent les travailleurs de l'économie informelle se sont rassemblées dans une Conférence Internationale sur "L'organisation dans l'Economie Informelle: Combinons nos efforts" qui s'est tenue à Ahmedabad, du 3 au 5 décembre 2003.

La plupart de 60 délégués rassemblés étaient venus des organisations praticiennes de l'Afrique et de l'Asie. Il y avait là aussi quelques organisations venues de l'Amérique Latine, de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Est.

Plusieurs organisations internationales, y comprises les Unions globales, ont pris part à cette conférence.

La conference était animé par la SEWA (association de femmes travailleuses indépendantes) et organisé par un comité comprenant le Homenet Thaïlande, le congrès des travailleurs du Nigeria, la SEWA de l'Inde, Streetnet International et le Centre Syndicale (TUC) du Ghana.

Parlant à l'ouverture de la conférence, Namrata Bali, la Sécrétaire Générale de la SEWA, a souligné l'importance du renforcement des organisations de l' économie informelle dans le mouvement syndical international. A-dit elle:

Nous sommes venus pour partager ensembles, dévélopper les stratégies, identifier les associations existantes et nouvelles, et le processus de représentation au niveau des forum internationaux tel que l'OIT. Mais ce qui est plus important c'est de voir ensemble comment nous pouvons amener l'économie informel dans le courrant principal du mouvement des travailleurs.

Dan Gallin, Directeur de l'Institut Global Laboral et ancien Sécrétaire Général de l'UITA (Fedération internationale d'alimentation, agriculture et travailleurs alliés) qui n 'a pas pu être présent a dit exactement ceci à travèrs d'un bande video enregistrée:

Pour un futur prévisible, nous pouvons nous attendre à plus de libération et une croissance future de l'économie informelle. Le problème est par conséquent de ne pas formaliser l'informel mais de protéger ceux qui ne sont pas protégés.

Le premier jour de conférence était consacré à la présentation visuelle par les différentes organisations de ce qu' ils sont entrain de faire. Au deuxième jour, Renana Jhabvala a présenté un rapport synthetisé des similarité et des différences entre les approches des differentes Organisations. Il était claire qu'au lieu d'être retardé par plusieurs obstacles, les organisations avaient toute mise la main à la pâte pour organiser les travailleurs dans l'économie informelle et alors faire face aux obstacles comme ils surviennent.

Types d'Organisation

Certaines organisations ont commencé à organiser les travailleurs de l'économie informelle depuis plusieurs années, pendant que d' autres ont commencé à faire cela récemment parce qu' ils ont perdu beaucoup de travailleurs à cause de la retraite et des accidents de travail. Les organisations qui ont reconnu l'importance de l'organisation de travailleurs de l'économie informelle, ont augmenté à cause de la libération. Les organisations se sont retrouvées être la combinaison de:

- les organisations syndicales des travailleurs informals
- les fédérations nationales ou les centres syndicaux
- les réseaux internationales ou les fédérations

<u>Stratégies</u>

Lors de la présentation il était clair que les stratégies de chaque organisation étaient différentes. Les syndicats étaient concentrées sur les problèmes particuliers et sont généralement moins grands, alors que fédérations nationales étaient concernées par les structures et les politiques, et les fédérations internationales étaient concentrées sur les grandes lignes tracées par des travailleurs informels et leurs organisations internationalement.

<u>Problèmes</u>

Toutes les organisations se sont retrouvées être concernées par les problèmes suivants:

- identification et reconnaissance des travailleurs (exemple: le problème des cartes d'identité)
- augmenter le pouvoir de négociation des travailleurs

- légitimité et accès aux institutions et aux ressources
- mettre en application la politique et/ou de l'échange légal
- la capacité de structurer des membres ou des organisations-membres.

Quelques organisations sont activement en train d'essayer de créer des emplois alternatifs et de dévélopper les aptitude alors que d'autres sont plus concentrées sur la protéction et la négociation. Plusieurs offres de service tels que l'accès au crédit, à l' habitat et aux différents services sociaux. La migration est un des problèmes pour plusieurs organisations (exemple: l'Union des Travailleuses Domestiques de Hong Kong).

Il y avait des différentes approches de globalisation parmi les organisations. Quelques unes ont essayé de créer ou d'utilser des nouveaux marchés (exemple: la SEWA), alors que d'autres se sont focalisées activement sur l'opposition néo-libérale.

Structures

La pluspart des organisations avaient démocratiquement élu le processus de prise de décision. Certaines organisent à la fois les travailleurs formels et informels, tels que les syndicats qui suivent leurs membres dans l'économie informelle et créent des nouvelles structures. D'autres encore organisent séparement les travailleurs informels, et collaborent avec des syndicats travaillant essentiellement avec des travailleurs formels. Il y a en ce qui s'interessent aussi à combiner les structures telles que les Associations qui font parties de synidcats, et les syndicats qui soutiennent les coopératives. Toutes les organisations sont structurées par secteur, l'une ou l'autre intégre les travailleurs des différents secteurs dans une organisation ou une fédération (exemple: les Centres Nationaux comme le TUC du Ghana) ou unissant seulement en particulier les travailleurs du secteur.

Création des Structures de négociation

Face au défit, certaines organisations ont créé des nouvelles structures de négociation depuis que celles-ci sont rarement existantes pour les travailleurs en économie informelle. Il y avait là un choix d'interessantes approches en ceci:

- par la création d'un "employeur" où une evidence n’existe pas, par exemple: la SIEU dans l'Etat de Californie aux USA.
- par la création d'un conseil réglementaire, exemple: differentes sections tripartites pour les responsables de chargeurs dans le Maharashtra, en Inde.
- par la création multipartite dans la Municipalité, exemple: le cas de vendeurs de rue.

Il y a eu un consensus général que les frais d' adhésion étaient très importants, même si c'est minime. Plusieurs organisations connaissent des difficultés pour collecter ces frais régulièrement. Il y avait beaucoup d'exemple de projet d' épargne et de fonds communs. (Exemple: Coopérative, l'Union de Crédit, etc.)

Certaines organisations ont obtenu les fonds venant de Mouvement de travail de leur Pays ou venant du donneur, de fois via l'Union Fédérale Global (GUFs).

Le Plan d'Action

Cinq importantes zones d' intérêts ont été soulevées à la Conférence (résumé dans l'extrait venant des principales résolutions ci-dessous): le maintien organisationnel et l'aptitude à bâtir, les lois du travail, la négociation collective, la protection sociale, et la création d'emplois et le développement des aptitudes.

La Conférence a demandé au Comité d'organisation intenationale de continuer à agir comme un comité coordinateur pour faire progresser le plan d'action adopté à la Conférence, et pour inclure les représentations venant de l'Amérique et de l' Europe. La Conférence a accepté de renfocer les alliances

avec les organisations travaillant pour l'économie informelle et d'augmenter les ressources financières pour faire avancer et adopter le plan d'action. Il a été résolu:

- d'établir des Comités regionaux;
- de lancer des campagnes sur base des décisions prises;
- d'amener ensemble et de tenir des réunions internationales sur des groupes d'industries;
- spécifiques des travailleurs de l'informel en collaboration avec l'Union globale et le Centres syndicaux nationaux. Les travailleurs du secteur agricole ont besoin d'une attention spéciale;
- de renforcer l'organisation des travailleurs de secteur vulnerable tel que la collecte des ordures ou les travailleurs domestiques, etc;
- de documenter et de disseminer l'expérience de l'organisation des travailleurs de l'économie informel et de continuer à échanger les expériences;
- de construire des liens en échangeant des visites, et par des tours d'exposition et autres moyens.

Il se sont convenus que le processus qui a commencé à Ahmedabad a besoin d'être propulsé en avant et quede telle conférence puisse continuer à se tenir dans les années à venir; et d'assurer l'intensification de discussion, des question et de représentation des travailleurs dans l'économie informelle à la Conférence Internationale du Travail.

RESOLUTIONS PRINCIPALES (Extrait)

La Conférence d'Ahmedabad s'est concentrée sur cinq points majeurs et a développé un tas de conclusions et recommandations pour chaque thème comme suit:

1) Le maintien organisationnel et la capacité constructive:

Plusieurs organisations des travalleurs de l'informel sont nouvelles et petites et par conséquent, exigent une grande capacité de construction pour devenir organisationnellement durables. Pour construire et renforcer le maintien des organisations, nous recommandons:

- Que les structures organisationnelles soient démocratiques, transparentes, et basées sur les membres;
- La capacité de construction des différents type, incluant l'organisation, le leadership, les aptitudes techniques et manageriales;
- Un financement stable, de préference venant des frais des membres, des paiements pour les services rendus, d'épargne de crédit, de la production et marketing, ou autres méthodes de financement innovées;
- Participation et représentation des travailleurs de l' informel dans la formulation des politiques et dans la mise en pratique.

***2) Les lois laborales*:**

La réglementation du travail dans plusieurs pays n'a pas étérevisé depuis plusieurs temps.

Elle reste fragmenté et ne couvre pas les travailleurs informels. Plus fondamentalement, la réglementation du travail dans plusieurs pays est premièrement consacrée à la relation Employé-Employeur et comme telle n'inclu pas la portée totale du rapport d'emploi.

Pour pallier à cette faiblesse de la loi, nous recommandons:

- de reviser la réglementation de travail impliquant tous les partenaires sociaux y compris les organ- isations des travailleurs de l'économie informel avec l'idée d'harmoniser la loi et de l'étendre pour couvrir aussi grand nombre de rapports d'emplois que possibles;
- le développement par les organisations des travailleurs de l'économie informel d' une position commune – et d'une loi modèle – de quelles source de dispositions légales et de protections ils voudraient bien voir dans la réglementation du travail;
- la documentation des lois innovées qui ont été introduites pour couvrir les différentes catégories de travailleurs de l'économie informel;
- la documentation sur la façon dont une organisation des travailleurs de l'économie informel a utilisé la loi pour protéger ses adhérants;
- la documentation sur la façon dont les employeurs ont utilisé les échapatoires dans la loi pour irrégulariser ou informaliser les relations de travail.

3) La négociation collective

Il n'existe pas plusieurs réunions de négociation statutaires pour les travailleurs dans l'économie informelle. Par conséquent, les organisations doivent les créer. Dans le court terme, ils doivent faire pression sur les autorité pour négocier avec eux sur les arrangements des négociations ad hoc. Cependant les besoins urgents c'est de créer une structure statutaire de négociation. Par conséquent nous recommandons:

- la documentation de la structure de négociation collective existante; les deux (tatutaire et ad hoc), pour les travailleurs informels;
- la création d'un forum de négociation collective tel un conseil tripartite et multipartite;
- la réforme de la loi existante selon le besoin avec l'implication des syndicats et de l'organisation de travailleurs;
- le developpement des organisations fortes des travailleurs de l'économie informel pour créer des pressions pour les négociations collectives.

4) La protection sociale

Plusieurs travailleurs de l'économie informel restent non protegés et n'ont pas accès à un service de sécurité social approprier, abordable et à temps. Les syndicats et autres organisations basés sur l'adhésion sont profondement engagés à assurer que le travailleurs de l'économie informel obtiennent la protection sociale comme un droit de base et le droit de faire quelque-chose. A partir de nos expériences nous recommandons:

- La liaison et le partenariat avec l'Etat qui est le principal défenseur de la protection sociale;
- L'organisation des travailleurs de l'économie informel pour la protection social à travèrs leurs propres organisations des travailleurs d'une mannière durable, basé sur le travailleur, le rapport, l'employeur et/ou outre contributions;
- La promotion de l'assurance comme un service nécessaire et comme un moyen d'organiser les travailleurs de l'économie informel;
- L'établissement d'une alliance avec et entre syndicats, coopératives, autres organisations basé sur l'adhésion, et les ONGs qui encouragent la politique de protection sociale, la réglementation, la législation et programmes.

5) La Création d' emplois et le Développement des aptitudes

L'emplois et l'opportunité d'emplois sont entrain de diminuer à cause du processus qui inclus entre autre la restructuration de l'industrie et de l'économie, les changements rapide dans la technologie, aussi bien que les désastres naturels et sociaux. Daventage, les personnes travaillant, specialement les femmes n'ont pas accès facile aux possibilités de developpement des aptitudes à cause des contraintes sociales et de limitation de ressources. Conséquement nous recommendons:

- Grande accès de travailleurs dans l'économie informelle, spécialement les femmes, aux opportunités pour diversifier et renforcer leurs aptitudes;
- Mise en place d'un institut de formations professionnelles et programmes par les syndicats et gouvernement pour permettre aux travailleurs de l'économie informelle de diversifier et de renforcer leurs niveaux d'aptitudes;
- Consultations regulières entre les organisations des travailleurs dans l'économie informelle pour partager les meilleurs pratiques dans le pays aussi bien au niveau régional qu'international;
- Grande accès aux ressources pour les travailleurs dans l'économie pour établir leurs propres moyens de vie à travers les coopératives et d'autres structures;
- Soutien à des d'Institutions et procéssus comme aux réseaux global et regional de commerce pour la création des emplois et l'accès au marché;
- Le développement d'une politique claire au niveau national et international en ce qui concerne la création des emplois et le développement des aptitudes pour les travailleurs dans l'économie informelle.

Le conférence d'Ahmedabad en plus fait appel à:

- **Les Gouvernements** fournissent des cadres macroéconomiques favorables à la situation socale, légal et politique, et la création d'un durable travail décent sur une grande échelle; pour placer les politiques d'un emploi décent au centre du développement économique et sociale; pour alleger la pauvreté et étendre une législation protectrice une sécuritésociale à tous les travailleurs indépendants de leur statuts;
- **Les organisations multilatérales** pour placer les travailleurs informels au centre de leur politiques et de leurs programmes comme un moyens pour éradiquer la pauvreté;
- **Les syndicats** pour intensifier l'organisation dans l'économie informelle et adapter leurs structures ou créer des nouvelles structures qui prennent une vue holistique de chaque industrie, portant ensemble les travailleurs formels et informels pour encourager la participation et la représentation des travailleurs informels, en particuliers les femmes, pour recevoir leur besoins spécifiques. Et fournir les services y compris l' éducation, l'aide légale, la founiture de l'assurance médicale, les facilités des crédits et d'emprunts et d'établir les coopératives en plus de la responsabilité primaire de la négociation collective.

Les vendeurs de rue haussent le ton au Forum Social Mondial

L'Association nationale des Vendeurs de rue de l'Inde (NASVI) a organisé un séminaire au cours de la quatrième journée du Forum Social Mondial (FSM) à Mumbai, le17 janvier 2004, pour faire ressortir les préocupations et les problèmes des vendeurs de rue. Le Chef des invités était le Directeur Général de l'Organisation International du Travail (OIT), Juan Somavia.

Les représentants venus de quinze Etats de l'Inde ont participé à ce séminaire. Arbind Singh, Coordonnateur de la NASVI, a exposé la façon dont nasvi mène ses activités.

Il a dit que la NASVI était enregistrée en novembre et n' était plus un forum. Elle avait 132 organisations-membres et beaucoup d'autres étaient attendues pour rejoindre bientôt la NASVI.

Le séminaire de FSM a laissé entendre qu' avec l'initiative prise par la NASVI le 31 Mai 2000, le processus pour la mise en place d' une poltique nationale en vue d'un détachement spécial pour la vente de la rue, a démarré à Vigyan Bhawan et à New Delhi. La politique a été finalisée en septembre 2003 et son approbation par le Gouvernement était à l'horizon.

Sharit Bowmik de l'Université de Mumbai, et un membre politique du détachement spécial, disaient qu'en 1999, un atélier de travail organisé à Mumbai a décidé d'organiser une étude sur les vendeurs de

rue dans sept cités de l'Inde. L'étude a souligné la condition des vendeurs de rue urbains. Bowmik a dit que d'autres études faites, ont pointé sur les mèmes problèmes physiques et psychologiques qui résultent les mauvaises conditions de travail, les surmenages, avec un bas revenu, et harcelement par la police. Bowmik a ajouté en outre que 20% du petit revenu des vendeurs de rue est empoché par la police et les autorités municipales.

Il a souligné le fait que l'exécution de la nouvelle politique par tous les Etats était actuellement la question la plus importante. Les études ont relevé aussi que le secteur informel retient une partie importante de la population: 38% à Mumbai, 50% à Calcutta. Seulement 2% de la population totale de ces deux cités sont dans l'économie formelle. Les études statistiques ont relevé 250 000 vendeurs de rue à Mumbai, 100 000 à Patna et 150 000 à Ahmedabad.

Plusieurs membres de l'Association des Femmes Travailleuses Indépendantes (SEWA) qui ont mené en defendant des procès à la Cour Suprême pour la reconnaissance de la vente dans la rue comme un droit fondamental, ont parlé au Séminaire de FSM au sujet de leur luttes. L'un des vendeurs de rue, Gokul Prasad, vendeur de rue il y a 25 ans à Lucknow et à Aminabad, a dit qu'il a dû utiliser de l'argent pour payer à la Police, à l'administration locale et à la Cité Municipale. Sous la NASVI il avait déposé un dossier à la Cour Suprême pour arrêter l'expulsion des vendeurs de rue. Il a dit qu'on avait enregistré les paiements effetués pour le compte du Gouvernement local, et les contributions faites par les vendeurs de rue à l'économie.

Notre contribution ne figure pas au tableau. Partant de ce forum, nous revendiquons nos droits et que notre contribution soit acceptée au sein du revenu national.

Juan Somavia, le Directeur-Général de l'OIT, a dit qu'il reconnaissait les problèmes expérimentés par les vendeurs de rue et leur luttes pour le droit de vendre sur la rue, et que le projet d'une nouvelle politique nationale est le bienvenu, a ajouté:

Vous êtes organisés au niveau local et national, et par cette voie seulement vous avez maintenu votre propre respect. Les Associations NASVI, StreetNet et Footpath ki Aawaj ont réellement fait ressortir votre voix. C 'est de mon travail de faire comprendre les gens et partant l'Organisation International du Travail, je veux savoir que chaque problème des vendeurs de rue soit propement discuté.

NASVI: Le Gouvernement adopte la politique nationale pour les vendeurs de rue

En effet, le 20 janvier 2004, le Cabinet Central du Gouvenement Indien a adopté la politique nationale pour les vendeurs de rue urbains et que la NASVI a fait pression depuis sa formation. Quelques points importants de cette politique sont:

- Préparée par les représentants de tous les actionnaires concernés, c'est une politique balancée et les critiques ne peuvent trouver à redire sur les élements de cette politique.
- Des appels pour redresser le Comité de vendeurs de la Ville, avec la représentation des organisations des vendeurs de rue et autres concernées pour reglémenter la vente dans la rue.
- Au lieu d'une autorisation, il y aura une simple procédure d'enregistrement.
- Basé sur les décisions du Comité de vendeurs de Ville, un Comité électorale devrait attribuer des places spécifiques pour la vente.
- Une liste donnant la qualité d'une stratégie d'ensemble peut être reçue par les vendeurs de rue.
- Les vendeurs de rue peuvent être évacués si seulement la terre est un besoin pour un but public précis et non juste pour un besoin d'embellissement.
- L'accès au crédit et l'assurance ont été souligné avec insistance comme l'a été l'eau et le système sanitaire.
- Un accent particulier a été mis aussi sur la bonne gouvernance et l'organisation.

Les besoins d'amendement concernent aussi la police et les abus des lois démodées par les fonctionnaires qui tracassent les vendeurs de rue.

Besoin d'alliances entre les travailleurs municipaux et les vendeurs

Le gouvernement local, les travailleurs municipaux et les représentant des associations de vendeurs de rue se sont rencontrés pour discuter de leurs problèmes de travail commun et des zones d'une possible alliance, cela, en un jour d'atélier au Kenya. Ce séminaire a été organisé le 21 septembre 2003 par l'Internationale du Service Publique (ISP).

Les femmes représentantes venues des syndicats publiques et de commerce affiliés au ISP du Bénin, du Senégal, du Kenya, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et de l'Ouganda se sont rencontrés avec les femmes représentantes des organisations des vendeurs de rue de Bénin, de Guinée, de l'Afrique du Sud, du Kenya, de Zambie et de l'Ouganda qui sont, soit affilliés soit associés avec StreetNet.

Les participants ont identifié plusieurs problèmes de travail commun concernant les femmes. Ces problèmes incluent le bas revenus, le surmenage, pas beaucoup de temps pour participer aux réunions du syndicat, le népotisme dans l'allocation des ressources, faible ou pas, de représentation dans les négotiations collectives, discriminations, victimisations, tracasseries sexuelles et politiques, manque de soin de santé et HIV/SIDA.

L'atelier a trouvé des conflits potentiels entre les vendeurs de rue et les travailleurs municipaux dans les situations où les travailleurs muni- cipaux (dans leur travail de faire appliquer la loi) chasse les vendeurs de rue et du marché de leurs place de travail, confisque les march- andises des vendeurs et collecte les impots. Daventage, les zones de conflit apparaissent quand le gouvernement municipal n'accepte pas des responsabilités claire en matière de balayage/hygiène et n'entre- prend pas beaucoup pour combattre les crimes dans les rues.

Elles se sont convenus que les stratégies pour résoudre les conflits exigent des femmes travailleuses dans l'économie informel et dans le secteur formel de l'économie d'adopté un front unifié. Il avait été proposé que les approches conjointe par le syndicat des travailleurs de la municipalité et les organisations de vendeurs de rues soit orientées vers le gouvernement national sur la politique du gouvern- ement local. Les campagnes de publicités conjointe à propos de services municipaux exigeait d'impliquer les consommateurs aussi bien que de souligner le besoin d'un système sanitaire adéquat et de l'hyg- ième dans les marchés. Les négotiations entre les leaders des syndicats, les leaders des organisations de l'économie informel et les gouvernements locaux devraient discuter la question sur la plan- nification urbaine et de l' allocation des revenus dans les budgets des gouvernements locaux et aussi trouver des solutions au mediocre réglementation du commerce de rues et de marchés informels.

Les examples de la Tanzanie et de la Guinée avaient été partagées là où les syndicats de l'économie formelle avaient commencé les coopératives productives et sont en train d'organiser les vendeurs de rues et du marché autour de la santé et securité, micro-crédit et hygiène. Au Ghana les syndicats ont aidé à resoudre le problème rencontré entre les vendeurs de rues et du marché et dans la négotiation et réglementation.

Les participants ont accepté de développer les zones d'alliances dans leurs pays et ont résolu de trouver les voies de resoudre leurs problèmes communs à travers d'une approche unifié.

Forum Virtuel sur l'Economie Informelle

Guillermo Pèrez Herrera, Project sur l'économie informelle CIOSL/ORIT

La CIOSL/ORIT (organisation regionale de l'Amerique du Confederation International des Syndicats Libres) se prépare à lancer un Forum virtuel sur l'Economie informelle. Ceci est un effort qui cherche initier dans la forme participative, de la part des organisations syndicales, sociales, des spécialistes et des intéressés dans ce problématique, un comprehension des problemes du secteur informel. Le Forum sera en espanol, portugues et anglais.

Nous invitons discussion pour éclaircir des concepts, des caractérisations, de détermination d'une vraie mesure et l'incidence des diverses classes socio-économiques, qui s'exercent dans ce cadre. D'autre part, s'aspire à échanger de l'information, des expériences et des autres aspects de l'éducation à la longue de la vie (dans sa triple dimension: régulière, professionnelle et syndicale), genre et rendre efficace la femme ouvrière, financement et l'accès aux services économiques financiers, alliances sociales, parmi ceux de plus grande priorité.

Le but est pour les travailleurs et les travailleuses immergés dans ce champ de travail, exercer entièrement leurs droits fondamentaux, et, par conséquent ils aient accès à un déve-oppement intégral juste dans le courant principal. Nous vous invitons en solidarite, à accompagner ce processus.

Consultez, s'il vous plait, notre site électronique www.cioslorit.org

L'OIT braque un project sur les organisations de vendeurs de rue

L' Organisation Internationale du Travail (OIT) a tenu deux évenements majeurs conjointement avec StreetNet à Johannesburg en Afrique du Sud, le 18 et 19 novembre 2003. Les vendeurs de rue venus de cinq organisations majeures de vendeurs de rue et des différentes parties du pays, se sont rassemblés le 18 novembre pour un atélier national; cela, avec l'objectif de discuter les possibilités d'une éventuelle unification en vue de former une Alliance Nationale pour étre en mesure de parler d'une seule voix. Le jour suivant, une politique de dial- ogue national a amené une large partie de la municipalité et les organisations de vendeurs de rue à discuter ensemble pour la première fois de la reglémentation de la vente dans la rue. Le projet a abordé une partie du programme de l'OIT sur le travail décent et l'économie informelle.

Le premier jour, l'atélier national était unanimé sur les besoins d'une Alliance Nationale de vendeurs de rue. Il avait été rec- onnu que le manque d'unité parmi les organisations de vendeurs de rue a empêché un dialogue fructueux et une négociation efficace avec les autorités municipales. Un accord avait été conclu à la première étape, nécessaire à prendre dans le processus de la formation d'une Alliance Nationale.

Dr. E. Kenneth Andoh, Directeur du Bureau de l'OIT, zone de Prétoria, a ouvert la politique de dialogue au second jour qui a été marqué par la présence des représentants de onze munici- palités et les organisations de vendeurs de rue. Dr Andoh a dit que la politique de dialogue faisait partie d'un long processus qui nécessitait d'avoir un résultat fructueux, même s'il y avait plusieurs difficultés, considérations et aspects à prendre en compte. Le Président du Syndicat des Travailleurs municipaux de l'Afrique du Sud (SAMWU), M. Petrus Mashishi, président de l'évenement. Il a constaté que les travailleurs municipaux dans les syndicats de l'économie formelle et les travailleurs représentants des organisations de vendeurs de rue dans l'économie informelle partagent les préocupations communes.

Lameck Kashiwa, Sécrétaire Générale de l'Alliance des Asso- ciations Zambiennes de l'éconmie informelle (AZIEA), s'est exprimé avec une voix dominante sur la description de la façon dont la création d'une alliance de 14 Associations de Commerce informel a fait qu' il soit possible pour les organisations de vendeurs de rue d'être impliquées dans la formulation de la politique en Zambie pour la première fois. Après la crise entre le Gouvernement local et les vendeurs de rue en Zambie, le Président Lévy Mwanawasa a formé un détachement spécial et AZIEA comme tenant de enjeux avait été invité pour prendre part au processus.

Trois approches municipales de la reglémentation de la vente de rue avaient été présentés par Sean Dinat (de Johann- esbburg), Diane Abraham (de Mangaung), et Philip Sithole (de Durban).

Les organisations de vendeurs de rue ont plaidé auprès de la municipalité pour qu'elles soient impliquées dans la conception et dans la mise en pratique touchant à la vente dans les rues. Les municipalités ont montré une claire volonté dans le principe de faire cela, mais ont soulevé un nombre de contraintes qui rendraient ceci difficile dans la suite. Il y a eu un accord de deux côtés sur le fait que l'on a besoin de trouver les voies pour incluire les vendeurs de rue. Les participants ont fait appel à l'OIT pour faciliter un dialogue durable entre les vend- eurs de rue et les municipalités. Les autres questions discutées à la politique du dialogue inclues: l'arrêt municipal sur le commerce de rue; l'application d'une approche du développement comme parti de la politique de l'économie du développement local (LED), la capacité de construction d'une part pour les activités économique et d'autre part pour une représentation efficace, et le rapport entre les vendeurs de rue sud-africains et étrangers.

Le troixième atélier de l'économie informelle a été organisé conjointement par l'OIT et le Syndicat des Travailleurs Alliés et du Transport Sud-africain (SATAWU) et était tenu du 16 au 19 novembre 2003. Les trois évenements faisaient parti du projet inter-regional de l'OIT sur l'organisation stratégique de travailleurs dans l'économie informelle. La composante sud-africaine du projet s'est concentrée sur le commerce de rue, la construction, l'habitat, l'industrie vestimentaire, le secteur du taxi et la gestion des ordures. Les recherches sud-africaines avaient été coordonnées par l'Agence Communautaire pour les Enquêtes Sociales (CASE), en coopération avec l'Institut de Recherche Laboral Sud Africain.

Rencontre avec les vendeurs de rue à Mexico

Par Pat Horn Coordinatrice Internationale de StreetNet

En Janvier 2004, la Federación Nacional de Organizaciones de Trabajadores No Asalariados (FNOTNA) de Mexico a conduit un séminaire sur l'organisation dans l'économie informelle pour son Conseil National dans la cité de Merida. La Coordonnatrice Internationale de StreetNet et la personne responsable des organisations régionales de l'économie informelle (ORIT) de la CIOSL (Confédération Internationale des Organisations Syndicales Libres), Guillermo Pérez Herrera, les deux ont assisté comme des invités internationaux. Les membres des branches de FNOTNA venus de plus de 32 Etats de Mexique ont pris part à ce Séminaire.

FNOTNA avait été fondé en 1982 et a approximativement 750 000 membres, et est affillié à CROC (Confederacion Revolucionaria de Obreros y Campesinos) laquelle est la deuxième grande centrale syndicale nationale dans Mexico après le CTM (Confederacion de Trabajadores de Mexico). Plusieurs de membres de FNOTNA sont en train de travailler dans l'économie informelle et la majorité de ceux-ci sont les vendeurs de rue. Nous avons commencé à parler avec le Sécrétaire Générale de FNOTNA, Carlos Mireles Morales, à propos d'une possible affiliation à StreetNet.